

Les crédits

ce débat, alors qu'une fois de plus les citoyens canadiens sont mêlés à cette querelle familiale.

Pour un député du Parti réformiste, il est parfois difficile d'être d'accord avec les députés du Parti libéral, mais il y a certaines choses qui nous rapprochent.

Dans le débat d'aujourd'hui et dans la motion que présente le Bloc québécois, il y a quelque chose d'embarrassant pour moi, à la fois comme parlementaire et comme Canadien. Si j'habitais le Québec, séparatiste ou non, cela m'embarrasserait. Si j'étais séparatiste, je serais gêné par cette motion, par l'attitude adoptée par le Bloc québécois à la Chambre et par sa conduite de ces derniers mois.

En effet, il semble que, depuis quelques mois, le Bloc québécois constitue de moins en moins une force au Parlement national. On dirait qu'ils se sont marginalisés eux-mêmes. Au début de la législature, les médias tournaient autour d'eux comme des petits chiens de salon. Les médias les adoraient. Les bloquistes étaient toujours sur la brèche et les médias de l'extérieur du Québec les traitaient avec ménagement. J'ignore ce qu'il en était dans les médias du Québec, mais je sais que ceux du Canada anglais les considéraient comme des gens tout à fait équilibrés.

Bon nombre de bloquistes sont des gens vraiment compétents, capables. Malheureusement, lorsqu'ils se retrouvent ensemble, une certaine dynamique de groupe prend le dessus. Ils boivent sans doute quelque chose qui les rend tous subitement introspectifs, apeurés, effrayés, isolationnistes. Ils sont à l'opposé de l'image qu'ils voudraient projeter.

Nous débattons ici une motion qui vise essentiellement à entourer le Québec d'un mur muni d'une valve unidirectionnelle, c'est-à-dire qui laisse entrer l'argent dont ils entendent faire bon usage, sans que rien ne puisse en sortir pour autant. Comment une poignée de gens peuvent-ils s'imaginer pouvoir affirmer: «Nous allons mener notre province à la séparation et nous pouvons nous débrouiller tout seuls en tant que pays distinct», alors que chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, ils expriment la crainte d'être une province séparée? Ça ne tient absolument pas debout. Il y a là une contradiction flagrante.

Il y a une différence entre opposition constructive et obstructionnisme. Le Bloc québécois a des oeillères. Je n'arrive pas à trouver le mot juste—mais il finira bien par me venir à l'esprit—pour décrire l'attitude constante du Bloc québécois. Je pense que tribalisme serait le mot qui convient. Aux comités et à la Chambre, les bloquistes ne se demandent pas ce qu'ils pourraient faire pour améliorer leur province et, par voie de conséquence, tout le pays. Ils pensent plutôt constamment: «Qu'avons-nous à y gagner, comment pouvons-nous profiter de la situation et comment éviter de se faire avoir par les autres Canadiens, qui ne pensent qu'à une seule chose en se levant le matin, à trouver un moyen de rouler le Québec?»

Rien ne pourrait être plus loin de la vérité. Les Canadiens d'un océan à l'autre traitent les Québécois avec des gants blancs depuis aussi longtemps que je m'en souviens. Durant toute ma vie adulte, une question m'a occupé l'esprit: «Comment faire pour que le

Québec se sente à l'aise au Canada et pour que les Québécois soient heureux d'être des Canadiens?» Depuis au moins 30 ans environ, nous tentons d'acheter leur affection. Avons-nous réussi? Je ne le crois pas.

• (1110)

Permettez-moi de donner un exemple. Je précise, à l'intention de ceux qui viennent tout juste de syntoniser la chaîne des débats, que la journée d'aujourd'hui est réservée à l'opposition et à une motion de subsides. Cela signifie que l'opposition détermine le sujet du débat à la Chambre aujourd'hui.

Rappelez-vous que 52 Canadiens, dont des Québécois, sont toujours retenus comme otages en Bosnie. Rappelez-vous aussi que notre pays s'endette à raison de 120 millions de dollars de plus par jour. Et que faisons-nous? Nous tenons un débat sur la motion suivante:

Que la Chambre condamne l'agenda législatif du gouvernement qui annonce son intention d'occuper les juridictions des provinces tout en construisant un État centralisé à outrance comme le démontrent les projets de loi C-76, C-88, C-46 et C-91.

L'opposition présume que tous ces projets de loi visent à retirer des pouvoirs au Québec et à les transférer au gouvernement fédéral. Qu'en est-il du reste du pays, des autres provinces? Rien dans ces projets de loi n'indique qu'ils s'appliquent plus précisément au Québec. Le gouvernement propose ces mesures législatives pour le pays tout entier. Nous n'aimons peut-être pas cela, mais les ministériels sont majoritaires et nous devons faire face à cette situation.

Ce que nous avons à faire, en tant que loyale opposition et en tant que troisième parti, c'est d'essayer d'améliorer les mesures législatives et, lorsque c'est possible, d'empêcher l'adoption des mesures législatives qui, à notre avis, ne méritent pas d'être appuyées. Mon rôle, en tant que député représentant une circonscription de l'Alberta, n'est pas de me lever chaque matin et de venir à la Chambre en me disant: «Qu'est-ce que je peux faire pour l'Alberta?»

Je suis député fédéral et je représente une circonscription fédérale de l'Alberta. Ma responsabilité première c'est le pays et non Edmonton-Sud-Ouest seulement. Je dois m'inquiéter du sort de tous les Canadiens, pas seulement des Albertains et pas seulement des gens qui habitent à Edmonton. Si je ne suis pas prêt à faire cela, pourquoi suis-je ici?

Ce que le Parti réformiste cherche à faire, c'est décentraliser radicalement le Canada et, de ce point de vue, nous partageons l'opinion de nos collègues du Bloc québécois, qu'il est absolument impératif de réduire les recoupements et les dédoublements qui, nous le reconnaissons, existent dans de nombreux secteurs. Pourquoi avons-nous besoin, par exemple, d'un ministère fédéral de l'environnement, d'un ministère provincial de l'environnement et d'un service municipal de l'environnement?

Chaque fois que l'on regarde une question, on constate des chevauchements. Nous avons plus de fonctionnaires par habitant, par pouce carré, que la plupart des pays du monde. C'est là une opinion que nous partageons avec nos collègues du Bloc québécois. Il est nécessaire de décentraliser. Comme nos collègues du Bloc québécois nous souhaitons la décentralisation de l'autorité et de la